



ANTENNE
RÉGION VALAIS ROMAND

Reçu au SAS
Service juridique
le 12 SEP. 2019

Etat du Valais
Service de l'action sociale
Avenue de la Gare 23
1950 Sion

Martigny, le 11 septembre 2019

2019-09-11_LIAS_Position Port-Valais

AVANT-PROJET DE RÉVISION DE LA LOI SUR L'INTÉGRATION ET L'AIDE SOCIALE (LIAS)

Madame, Monsieur,

Pour donner suite à votre procédure de consultation relative à l'objet cité en titre, nous nous permettons de vous faire parvenir, en annexe, la prise de position que nous a directement transmise la Commune de Port-Valais.

En vous laissant le soin de prendre bonne note de la présente, et d'y accorder l'attention requise, nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos sentiments distingués.

Grégory Canton
Directeur

Annexe mentionnée

Copie à : - Commune de Port-Valais, Place de la Gare, Case postale 28, 1897 Le Bouveret
- Fédération des communes valaisannes, Viktoriastrasse 15, Postfach 685, 3900 Brig



Commune
de Port-Valais
ADMINISTRATION COMMUNALE

11 SEP. 2019

Reçu au SAS
Service juridique
le 12 SEP. 2019

Courrier A

Antenne Région Valais Romand
Centre du Parc
Rue Marconi 19
1920 Martigny

Port-Valais, le 10 septembre 2019

Réf. : PAC/afa

Avant-projet de révision de la loi sur l'intégration et l'aide sociale

Messieurs,

Votre résumé du 8 juillet dernier au sujet de l'avant-projet cité en référence nous est bien parvenu et a retenu toute notre attention.

Nous nous permettons de vous faire part ci-après de nos observations et remarques sur les points indiqués ci-après :

But et objet : let. e/ et f/

- La suppression de l'obligation de remboursement de l'aide sociale lors du retour à une meilleure fortune pour les faibles revenus suite à la reprise d'une activité lucrative est d'une part pas suffisamment définie (quel est le seuil admissible) et d'autre part ne respecte pas le principe d'égalité de traitement.
Cette suppression doit, à notre avis être remplacée par une analyse de la situation par le Conseil communal, libre à cette autorité de définir, ou pas le montant du remboursement à fixer pour chaque situation.
- Le délai de prescription doit être maintenu à 20 ans, ayant constaté à plusieurs reprises, un grand nombre de situations ayant favorablement évolué sur 20 ans.

Il est bien évident que M. le Président soussigné (☎ 079 332 00 10) se tient volontiers à votre disposition pour tout renseignement complémentaire que vous pourriez désirer à ce sujet.

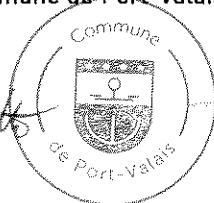
D'avance nous vous remercions de l'attention que vous voudrez bien porter à nos remarques et vous prions de croire, Messieurs, à l'assurance de nos sentiments distingués.

Commune de Port-Valais

Le Président :

Pierre Zoppelletto

Pierre Zoppelletto



Le Secrétaire :

Pierre-Alain Crausaz

Copie à :

- M. Kevin Woeffray, Conseiller communal et Président de la Commission de l'action sociale
- Comptabilité
- Fédération des communes valaisannes, Viktoriastrasse 15, Postfach 685, 3900 Brig